

[Text]

• 1110

A witness: Being from one of the areas that are, I guess, most affected by that change from St. John's, I guess you have the worst of two evils. But if we had to choose one, I guess we would rather stay with St. John's, based on the fact that, let us face it, it is in the province. It is very hard to try to tell someone in the Moncton region what our inshore fishery is. They just do not have a vision. Someone suggested earlier that probably we should get the civil servants out to see the fishermen. It is too bad we cannot get them out and bring in some fishermen. Probably then we would get the policies we want.

That is what is required. People are just sitting back somewhere making decisions for fishermen, with no input. That is what we require here. We have to have the input of fishermen. In our area we have gone through a lot of time to organize fishermen and fishermen's committees so they can start addressing some of these policies. One of the biggest problems in Newfoundland is that the fishermen are independent fishermen, and unless an association takes the initiative to organize them, they are really reluctant to organize. But when you organize them, look out, because then they want to address the policies that affect them. And yes, I think a lot of people have more input . . . again, management of the industry has to come from the harvesters.

Mr. Tobin: I want to say, for the benefit of those people not from Newfoundland, in this province we are not sure which is the biggest bridge to cross: the overpass that divides St. John's from the rest of us, or the Gulf of St. Lawrence. Hence the comment on picking the worst of two poisons, Moncton or St. John's.

The Chairman: That concludes this session of the hearings. I would like to thank the representatives of the groups that have just appeared before us. It was an interesting presentation, gentlemen. On behalf of my colleagues, I thank you very, very much for appearing before us today.

Now, gentlemen, we are scheduled to hear from Mr. Kevin Hardy, who is representing the Fisheries Committee of Burnt Islands.

Mr. Gerard Martin (Solicitor, Fisheries Committee of Burnt Islands): Mr. Chairman, I will read the brief on behalf of the Fisheries Committee of Burnt Islands. Mr. Hardy is here available to answer any questions the committee may have.

Mr. Chairman, the problems of the fishing industry are many and varied. Governments have problems with things like regional differences and a uniform fisheries policy for everyone, and lack of funding in areas of biological assessment, regulation, and enforcement. Processors have problems with marketing, quality, quality control, fish supply, etc. Fishermen

[Translation]

Un témoin: Je viens de l'une de ces régions qui ont le plus souffert à la suite des changements apportés, mais s'il faut, entre deux maux, choisir le moindre, je pense que nous préférons tous relever de Saint-Jean (Terre-Neuve) qui, après tout, se trouve dans la province. Il est très difficile de faire comprendre aux gens de Moncton en quoi consiste la pêche côtière ici. Ils sont absolument incapables de s'en faire une idée précise. Quelqu'un a suggéré tout à l'heure que les fonctionnaires d'Ottawa devraient se déplacer et rendre visite aux pêcheurs. Il est dommage qu'on ne puisse les déplacer et les remplacer par des pêcheurs. On adopterait probablement alors des lignes de conduite qui nous conviendraient.

C'est cela qu'il nous faut. Les gens sont assis à leurs bureaux et ils prennent des décisions concernant les pêcheurs sans même les consulter. C'est cela que nous déplorons. Il faut tenir compte de l'avis des pêcheurs. Dans notre région, nous avons mis beaucoup de temps et d'efforts à la formation de comités de pêcheurs afin qu'ils puissent faire part de leurs volontés. L'un des plus gros problèmes à Terre-Neuve, c'est que les pêcheurs sont des pêcheurs indépendants et, à moins qu'une association ne prenne des mesures précises pour les regrouper, ils seront peu disposés à le faire d'eux-mêmes. Mais attention, dès qu'ils sont représentés par une association et qu'ils se regroupent, ils veulent prendre part aux décisions qui les concernent; ensemble, ils veulent exprimer leur opinion. D'ailleurs, une gestion saine de l'industrie de la pêche doit venir de la base, c'est-à-dire tenir compte de l'opinion et des besoins des pêcheurs eux-mêmes.

M. Tobin: Je voudrais préciser, à l'intention des gens qui ne viennent pas de Terre-Neuve, que chez nous, dans la province, nous ne sommes pas certains s'il est plus long de traverser le Golfe du Saint-Laurent ou de franchir la distance qui nous sépare de Saint-Jean (Terre-Neuve). D'où cette remarque sur le choix entre les deux maux que représentent Moncton et Saint-Jean (Terre-Neuve).

Le président: Voilà qui met fin aux présents débats. Je veux remercier les représentants des divers groupes qui nous ont présenté un exposé des plus intéressants. Au nom de tous mes collègues, je vous remercie, messieurs, d'avoir bien voulu comparaître devant nous aujourd'hui.

Nous allons maintenant passer la parole à monsieur Kevin Hardy qui représente le *Fisheries Committee of Burnt Islands*.

M. Gerard Martin (juriste conseil, Fisheries Committee of Burnt Islands): Monsieur le président, je vais vous lire le mémoire préparé par le *Fisheries Committee of Burnt Islands*. M. Hardy se fera ensuite un plaisir de répondre à toutes vos questions.

Monsieur le président, les problèmes que connaît l'industrie de la pêche sont nombreux et diversifiés. L'État et les différentes administrations sont aux prises avec des problèmes découlant des disparités régionales, de l'adoption d'une ligne de conduite uniforme visant tous les pêcheurs et du manque de subventions accordées dans les domaines de la recherche en biologie, de la formulation de règlements et de l'application de